

Liberté Égalité Fraternité... UNIS CONTRE L'AUSTÉRITÉ!

Madame, Monsieur,

Vous en avez assez des politiques d'austérité qui favorisent le chômage, la précarité, et entravent la relance économique?

Nous aussi!

Tournant le dos aux espérances de changement et de progrès social qui avaient permis de battre Sarkozy en 2012, la politique du gouvernement pèse sur nos services publics, nos régions, nos mairies, nos départements.

Alors que la formidable mobilisation populaire contre les attentats porte une très forte exigence de liberté et du vivre ensemble, la droite et le FN multiplient les discours haineux, de division et de repli identitaire....

En France, nous sommes de plus en plus nombreux, à gauche, à penser qu'un autre chemin est possible que celui de la soumission au MEDEF. Cet espoir s'enracine chez de plus en plus de femmes et d'hommes, au Front de Gauche, parmi les écologistes, chez les socialistes, dans le mouvement social.

Les départements interviennent dans votre vie quotidienne avec 72 milliards d'euros engagés pour l'action sociale, la petite enfance, la vie associative, le logement, la culture, le développement économique.

Dès le 22 Mars, en votant « Unis contre l'Austérité » exprimons ensemble notre colère et nos exigences de changement.



Comme les Grecs. nous pouvons dire NON à l'austérité

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, dirige le Parti de la Gauche Européenne avec Alexis Tsipras, le nouveau premier ministre grec.









1. Tous unis contre l'austérité

Défendons notre canton en obtenant de l'Etat un plan de réengagement pour la Loire-Atlantique. Les coupes budgétaires, ça suffit!

2. La Loire-Atlantique, j'y tiens!

Protéger la démocratie c'est exiger le maintien des départements et de leurs capacités d'action. Nous exigeons l'abrogation de la réforme territoriale en cours. Un tel changement institutionnel doit faire l'objet d'un grand débat national conclu par referendum.

3. Priorité à l'emploi

Avec la création d'un comité départemental pour l'emploi, en évaluant et contrôlant l'utilisation des aides publiques, en exigeant leur remboursement si les engagements ne sont pas tenus.

4. Pour une action sociale solidaire

Le département doit être le moteur d'un grand service public d'accompagnement de tous les individus tout au long de leur vie.

En accompagnant la petite enfance, l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, en garantissant l'accès aux soins en ouvrant des maisons de santé.

5. Pour une nouvelle ère de confiance dans l'art et la culture

Les artistes, les acteurs associatifs, les techniciens du spectacle luttent au quotidien et ils ont raison. Il faut reconnaître leur engagement, leur importance dans notre quotidien et garantir les financements de leur action.

6.Défendre et développer nos services publics et nos infrastructures

Avec la création d'une maison des services publics dans chaque canton, le soutien au développement du port Nantes St-Nazaire et à la réalisation d'un nouveau franchissement de la Loire.

7. Pour une école de la réussite de tous

Un nouveau programme de rénovation et de construction de collèges et gratuité des transports scolaires.

Il nous soutient

Fred Guillium, syndicaliste à la SEITA



Depuis plus de 150 ans, la SEITA a fourni des emplois à nos veuves de guerre, à nos pupilles de la NATION... Mais aujourd'hui nous fêtons un triste anniversaire : la mort prochaine d'une entreprise.

Après avoir été salarié plus de 15 ans à la SEITA, après avoir subit 2 plans de sauvegarde de l'emploi, être jeté comme un MEGOT... C'en est

- Comment peut on laisser fermer une entreprise qui rapporte de l'argent?
- Où son passées les propositions de M. empêcher voulait HOLLANDE qui licenciements boursiers?

Avec Aymeric, le PCF, a toujours été à nos côtés, pour nous soutenir dans notre action. Nous avons besoin d'élus utiles déterminés à lutter contre les licenciements boursiers et à défendre

les emplois sur notre territoire.

Le département doit controler l'argent public et soutenir les initiative des salariés qui souhaitent reprendre leur entreprise en SCOP ou SCIC.

De l'argent pour notre département, pas pour les licenciements !



D'ici à 2017, 28 milliards d'euros seront ainsi prélevés sur les budgets locaux, pour financer les cadeaux au MEDEF.

A la SEITA, on supprime 327 emplois alors que l'entreprise a perçu 1,3 million d'euros de CICE (crédit d'impôts compétitivité emploi). C'est scandaleux! Ensemble demandons des comptes sur l'argent public dépensé sur notre territoire!





Détendons notre département!

En s'attaquant aux départements, la réforme territoriale de Valls prend la suite de celle que voulait Sarkozy. Elle impose une véritable sortie de notre histoire républicaine. Les Conseils généraux ne sont pas la création de la Révolution française pour rien! Ils ont su évoluer pour rester une institution de proximité. Nous sommes une nation politique. Nous voulons une vraie démocratie locale, dont le canton, le département doivent être moteurs en faisant respecter l'esprit décentralisateur, la 🚊 souveraineté populaire et ľégalité républicaine pour tous les citoyens sur tous les territoires.

Défendons notre département et ses financements utiles pour répondre à vos besoins au quotidien.